

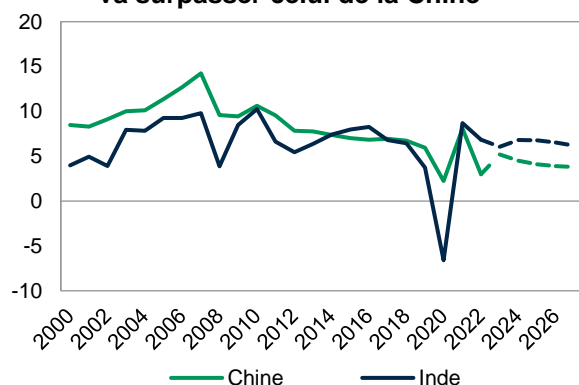
Perspectives

N°23/113 – 20 avril 2023

INDE – Derrière le « moment indien », le paradoxe économique

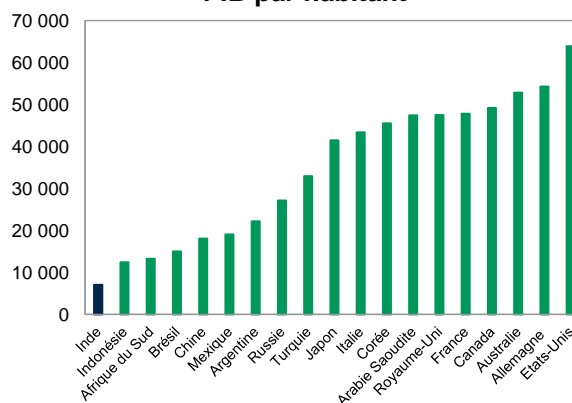
- Les projecteurs sont braqués sur l'Inde, qui a pris en novembre dernier la présidence du G20 et déploie une campagne de séduction afin d'attirer de nouveaux investisseurs.
- Avec l'une des croissances les plus fortes enregistrées par un pays du G20 en 2022 – seule l'Arabie saoudite a fait mieux – il y a sans nul doute un « moment indien ».
- Mais ce moment indien ne doit pas cacher un paradoxe : l'Inde a beau avoir une croissance dynamique, son PIB par habitant reste – de loin – le plus bas parmi les pays du G20.
- Afin de convertir ce moment indien en croissance pérenne, le pays devra surmonter de nombreux défis et redéfinir son modèle de développement.

Le rythme de croissance indien va surpasser celui de la Chine



Sources : FMI, Crédit Agricole S.A/ECO

PIB par habitant



Sources : FMI, Crédit Agricole S.A/ECO

Messages-clés

- ✓ L'Inde sera l'économie du G20 avec la plus forte croissance dans les années à venir et bientôt la troisième économie mondiale.
- ✓ L'Inde n'a pas encore gagné sa grande bataille contre la pauvreté : 600 millions d'Indiens vivent toujours avec moins de 3,65 dollars par jour, le PIB par habitant place l'Inde parmi les économies à revenus intermédiaires bas.
- ✓ Son meilleur atout dans cette bataille demeure sa démographie, alors que la population chinoise a déjà commencé à décroître et que les coûts salariaux ont déjà augmenté.
- ✓ La question de l'emploi est cruciale pour la trajectoire de croissance indienne. Afin que la croissance et les gains de productivité puissent se diffuser, les nouveaux emplois créés devront être plus qualifiés, formalisés, urbain et ouverts aux femmes.
- ✓ Une phase d'industrialisation, provoquée par une meilleure intégration dans le commerce international et les chaînes de valeur apparaît nécessaire. Le secteur industriel demeure principalement tourné vers le marché domestique. Sa taille et ses spécialisations actuelles n'ont pas permis de créer assez d'emplois. Le secteur des services, plus intégré au niveau international, est quant à lui sous-développé pour accueillir tous les nouveaux entrants.
- ✓ L'État doit accompagner ce mouvement et financer les infrastructures nécessaires au développement des gains de production. Son effort d'investissement a augmenté, mais reste contraint par le faible niveau de ressources budgétaires. La hausse des recettes est une des clés de la croissance indienne future, d'autant que les besoins de financement de l'État pèsent sur le secteur bancaire dans son ensemble, déjà affaibli par une faible gouvernance.
- ✓ Les prochaines élections générales auront lieu en 2024. Narendra Modi pourrait être réélu pour un troisième mandat. Sa popularité, fondée sur un culte de la personnalité grandissant et une politique nationaliste, pro-hindou et anti-musulman augmente la perception du risque politique par les investisseurs.
- ✓ Enfin, l'extrême vulnérabilité au changement climatique est un facteur de risque supplémentaire et nécessitera aussi des investissements massifs de la part de l'État.

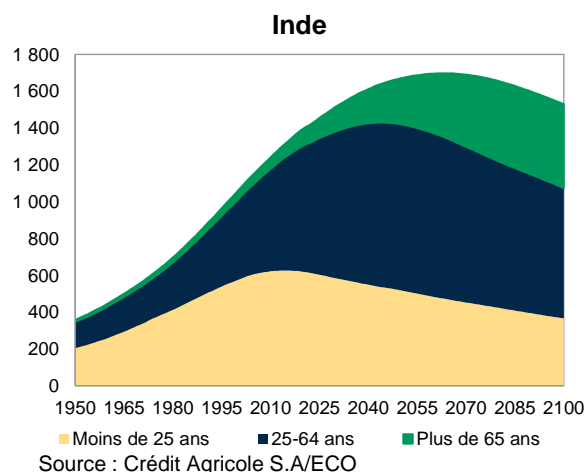
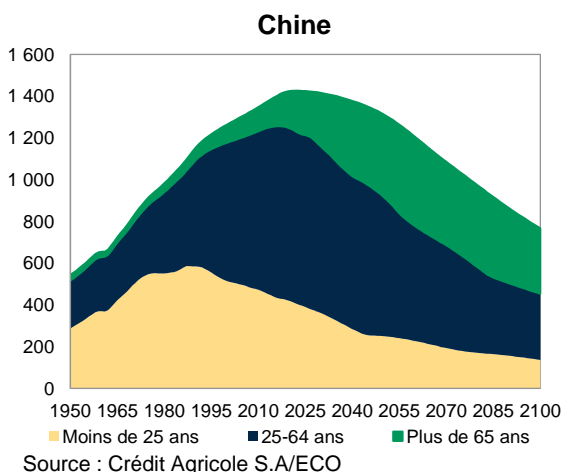
Exploiter l'atout démographique : le travail comme remède à la pauvreté ?

La première puissance démographique

En 2022, l'Inde a remplacé la Chine comme première puissance démographique mondiale. Un véritable atout qu'il ne faut pas sous-estimer. Alors que la population chinoise est déjà en train de décliner et que le vieillissement est une bombe à retardement dont les conséquences ne sont pas du tout anticipées par les autorités, l'Inde est encore loin d'avoir achevé sa transition démographique. La Chine pourrait perdre la moitié de sa population d'ici

2100, tandis que celle de l'Inde continuerait d'augmenter jusqu'en 2065 et dépasserait toujours le milliard et demi d'habitants à la fin du siècle. La part de la population âgée de moins de vingt-cinq ans a atteint son plus haut en 2015, mais la population active (entre 25 et 64 ans) continuera de croître jusqu'en 2055.

Pour tirer parti de cet immense marché domestique, la première condition est d'offrir suffisamment d'emplois à l'ensemble de la population, afin de changer les citoyens en travailleurs, puis en consommateurs.



Le travail au centre de la croissance future

Le travail est un facteur central dans toutes les théories de la croissance. Des analyses empiriques montrent que le développement économique est surtout passé par la formalisation de l'emploi et le passage d'économie d'agriculture de subsistance à l'industrialisation. Avec un taux d'urbanisation autour de 35% et la moitié de la population dépendant principalement d'un revenu agricole, l'Inde a donc encore du chemin à parcourir. Quatre enjeux sont au cœur du futur de l'emploi : l'éducation, la féminisation, l'informalité et la productivité.

Éducation : la population est jeune, mais en moyenne peu éduquée, avec de fortes inégalités. Le taux de scolarisation dans les études supérieures était de 30% en 2021, contre 64% en Chine, mais l'Inde est le quatrième pays au monde en termes de nombre de docteurs (PhD). La même année, seulement 16% de la population active indienne avait reçu une formation officielle professionnelle, contre 52% aux États-Unis, 68% au Royaume-Uni, 75% en Allemagne, 80% au Japon et 96% en Corée du Sud¹.

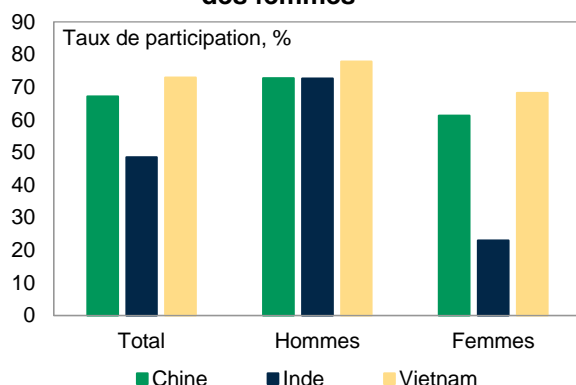
Féminisation de l'emploi : le taux de participation des femmes au marché du travail est de seulement 23%. Il était de 32% il y a dix ans, déjà très en-dessous de la moyenne mondiale (47%²). Dans les villes, où la population est aussi plus riche, les femmes sont encouragées à rester au foyer, ce qui

est vu comme un signe de respectabilité. Dans les zones rurales, là où le taux de participation a le plus baissé, le secteur agricole n'a pas été capable d'absorber les nouveaux entrants, les femmes ont été exclues du marché du travail et n'ont pu obtenir d'autres emplois. Derrière la seule question de l'emploi, le rôle des femmes dans la société indienne demeure loin des idéaux sur l'égalité des genres.

Informalité : l'informalité est très élevée dans tous les pays asiatiques, et tout spécialement en Inde où elle atteint 88%³ de l'emploi total. Il s'agit d'une barrière pour l'État qui, en l'absence de contrat de travail formalisé, a beaucoup de mal à lever des impôts liés au revenu. Les travailleurs sont quant à eux peu nombreux à avoir accès à des systèmes de protection sociale.

Productivité : des quatre enjeux autour de l'emploi, il s'agit de celui sur lequel l'Inde a fait le plus de progrès. Ces trente dernières années, la productivité totale indienne atteignait à peine la moitié de celle de la Chine (2% contre 4,1% en Chine). Ce différentiel pourrait s'inverser en faveur de l'Inde sur la prochaine décennie, grâce notamment à la hausse du taux d'emploi et du taux d'investissement. La productivité globale des facteurs atteindrait ainsi 3,4% en moyenne sur la période, contre 1,2% pour la Chine.

Inde : la question de l'emploi
des femmes

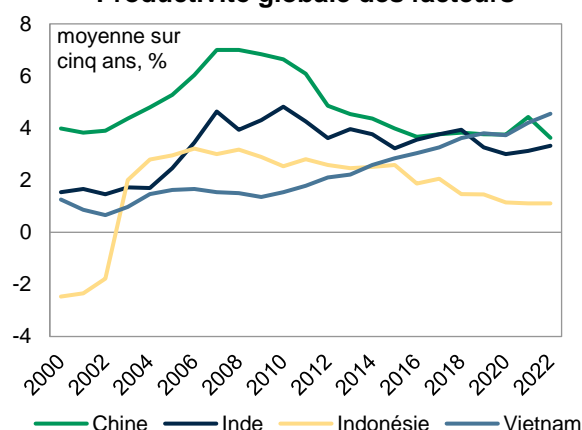


Sources : ILO, Crédit Agricole S.A/ECO

Un impératif : créer plus d'emplois

Douze millions d'Indiens rejoignent chaque année le marché du travail. Jusqu'à présent, l'Inde devait dégager une croissance de 7% pour les intégrer, et donc profiter de cet avantage comparatif démographique. Le coût moyen du travail demeure un des plus bas au monde, ce qui crée une incitation pour certaines entreprises consommatrices en travail. En 2021, le salaire moyen dans l'industrie

Productivité globale des facteurs



manufacturière était de 0,8 dollar par heure en Inde, contre 1 dollar en Indonésie, 7 en Chine et 22,3 en Corée du Sud⁴. Il s'agit à la fois d'un avantage comparatif et d'un frein, puisque cela signifie que la population indienne demeure trop pauvre pour assurer son propre développement. Alors que les dépenses alimentaires représentent 40% des dépenses annuelles d'un ménage, la place pour consommer d'autres biens et services reste réduite. La meilleure chance de l'Inde pour créer de

¹ [National Sample Survey Office \(NSSO\) – Ministry of Statistics and Program Implementation – Government Of India \(mospi.gov.in\)](https://mospi.gov.in)

² [Statistics on employment - ILOSTAT](https://www.ilo.org/public/eng/mediatext.asp?d=20190101)

³ [Statistics on the informal economy - ILOSTAT](https://www.ilo.org/public/eng/mediatext.asp?d=20190101)

⁴ Morgan Stanley Research

nouveaux emplois est donc de mieux s'intégrer dans le commerce international.

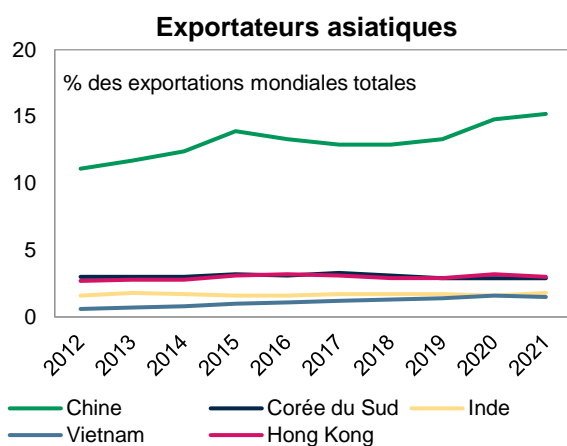
S'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales : quels secteurs, quelles industries

En 2014, alors que Narendra Modi débutait son premier mandat, il avait dévoilé la stratégie « *Make in India* »⁵, la stratégie était claire : devenir aussi indépendant que possible en termes de production industrielle, et utiliser le vaste marché domestique comme un levier de croissance, avec un modèle fondé sur la consommation des ménages. Mais en l'absence d'une politique d'investissements claire et soutenue par l'État ou des capitaux étrangers, cette stratégie n'a jamais pu aboutir : la part du secteur manufacturier dans le PIB atteignait 15,6% en 2022,

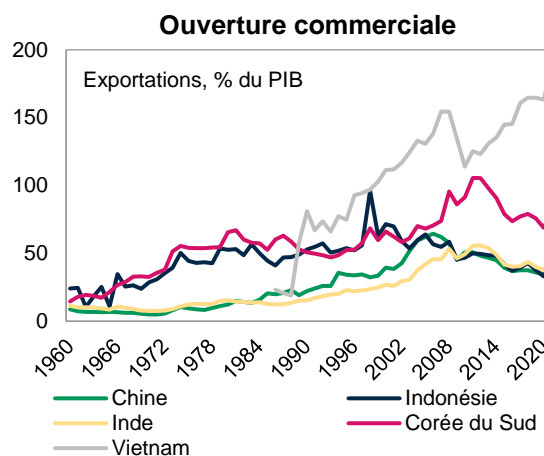
alors que la cible était de 25% à horizon 2025. L'histoire économique a montré que le développement s'accompagnait – ou mieux était précédé – d'une plus forte ouverture commerciale et d'une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

L'Inde demeure un acteur mineur de la mondialisation

La part de l'Inde dans le commerce mondial reste faible et bien inférieure à son potentiel. L'Inde compte pour moins de 2% des exportations mondiales (contre 15,2% pour la Chine), mais 4% des exportations de services. Le taux d'ouverture (exportations + importations) est de 45% du PIB, et l'Inde présente un déficit structurel de son compte courant, alimenté par sa dépendance historique au pétrole.



Bien que la structure exportatrice de l'Inde soit diversifiée en termes de partenaires et de produits, le pays ne dispose pas d'une spécialisation claire dans laquelle il pourrait développer des avantages comparatifs. La prévalence de petites entreprises, d'activités de subsistance, le rôle de l'agriculture dans l'économie et le manque de financements destinés aux PME rendent le développement d'entreprises tournées vers l'exportation difficile. Ces dix dernières années, le panier de biens exportés a vu son intensité en valeur ajoutée légèrement augmenter, car la part des biens d'ingénierie, de la pharmacie et de la chimie a augmenté, tandis que celle des bijoux, de la confection et des produits pétroliers diminuait.



L'Inde reste encore peu intégrée dans la zone Asie, pourtant très dynamique. Après avoir participé aux négociations du RCEP (Partenariat Économique Régional Global⁶), l'Inde a finalement décidé de ne pas rejoindre l'accord, estimant que sa mise en œuvre menacerait son secteur agricole. En effet, le traité prévoit la suppression des barrières tarifaires entre les États signataires, alors que l'Inde impose encore des droits de douane particulièrement élevés par rapport à ses pairs. Cela explique aussi pourquoi l'Inde n'a signé que très peu d'accords de libre-échange⁷, même si des négociations, notamment avec l'Union européenne, sont en cours.

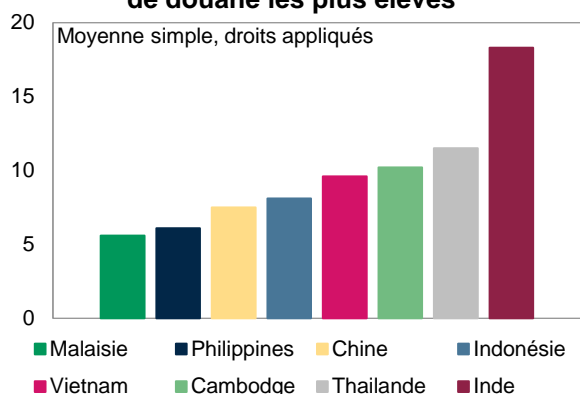
⁵ La stratégie « *Make in India* » établissait trois objectifs : une croissance du secteur manufacturier comprise entre 12 et 14% par an, la création de 100 millions d'emplois dans le secteur manufacturier d'ici 2022, et porter la contribution du secteur manufacturier à 25% du PIB d'ici 2025.

⁶ Le RCEP est le plus grand accord de libre-échange en termes de PIB et de population. Il a été signé en 2020 et rassemble la

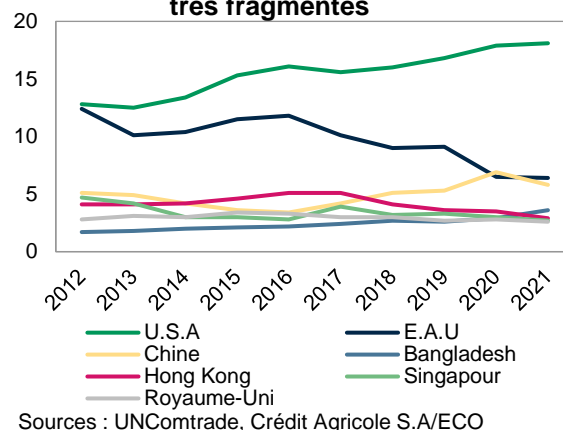
Chine, le Japon, la Corée, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et tous les pays de l'Asean.

⁷ L'Inde a signé des accords de libre-échange avec l'Asean, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, le Sri Lanka et les Émirats Arabes Unis.

L'Inde a de loin les droits de douane les plus élevés



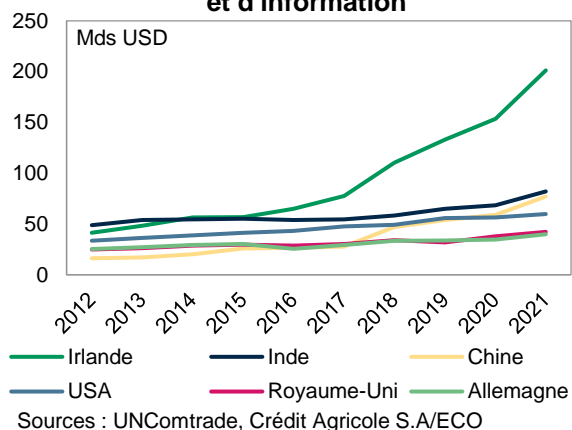
Les clients indiens demeurent très fragmentés



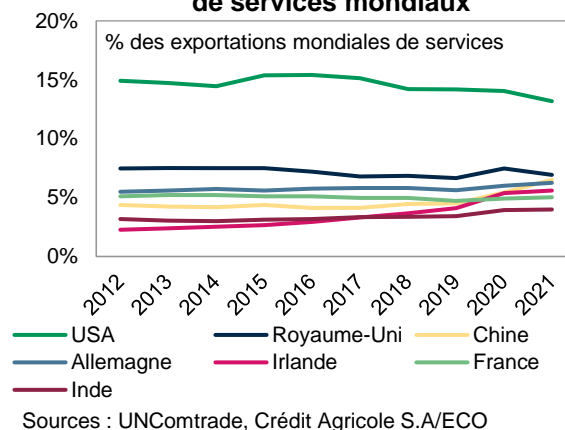
Du côté des services, les services informatiques représentent environ un tiers des exportations indiennes de services totales, et les services consommateurs en compétences comptent pour plus de 20% de la valeur ajoutée totale du secteur. L'IT contribue pour 7,5% au PIB. Mais si l'Inde a

réussi à se positionner comme « le *back-office* du monde », le secteur ne fournit « que » cinq millions d'emplois. Si ce nombre pouvait doubler dans les dix prochaines années, il resterait insuffisant pour intégrer la main d'œuvre disponible.

Services informatiques et d'information



Premiers exportateurs de services mondiaux



	Existant					Prospectif	
	Textile	Pharmaceutique	Produits chimiques	Véhicules & leurs composants	Métaux & leurs composants	Transformation alimentaire	Ordinateurs, électronique
Taille du marché (Mds USD)	18,6	29,3	35,8	39,6	47,7	8,4	8,4
CAGR, %	11,8	10,3	9,1	9	5,8	7,8	8,3
% de l'industrie indienne	8,1	8,6	10,5	11,6	14	1,7	2,5
% des exportations indiennes	11,4	5,3	7,2	4,5	12,7	6	4,7

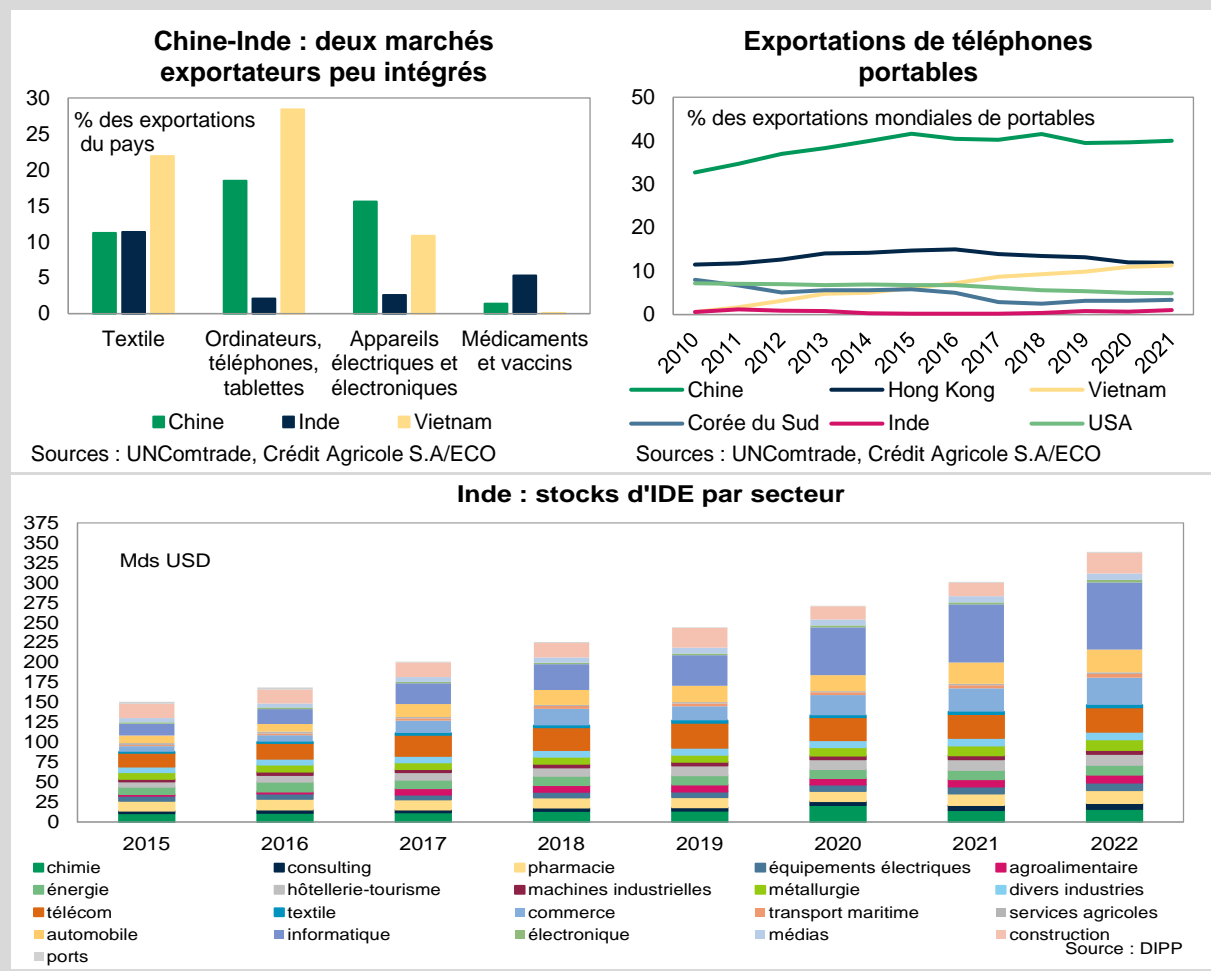
L'Inde pourrait-elle remplacer la Chine ?

L'Inde peut-elle bénéficier de la réallocation des flux commerciaux, notamment si certaines entreprises décident de quitter la Chine, ou de relocaliser une partie de leur production ? Cette question est centrale et alimente l'espoir de voir se produire un « moment indien ». L'invasion de l'Ukraine par la Russie, ainsi que le coût des sanctions ont accéléré l'impératif de se tourner vers des alliés plutôt que des rivaux en matière de partenaires commerciaux. L'analyse de la structure des exportations chinoises montre cependant que l'Inde n'est pas très bien positionnée sur les chaînes de valeur chinoises. Plus d'un tiers des exportations chinoises en valeur (35,5%) se concentrent ainsi sur trois catégories de biens : les machines de bureau et de traitement des données (principalement les ordinateurs), les appareils de télécommunication (principalement les téléphones portables) et les machines électriques ou électroniques et leurs composants (équipements de la maison et surtout semi-conducteurs et circuits intégrés). Or, ces trois catégories représentent à peine 5% des exportations de l'Inde, qui est même importatrice nette de ces biens.

Ne pas reproduire les erreurs du passé

L'industrie du téléphone portable incarne bien les difficultés de l'Inde à se positionner sur les opportunités sectorielles. Alors qu'en dix ans le Vietnam a réussi à créer totalement une industrie du téléphone destinée à l'exportation, augmentant sa part de marché mondiale de 0,6% à 11,3%, celle de l'Inde s'est maintenue autour de 1%. Cela signifie que l'Inde n'a pas réussi à s'insérer dans cette chaîne de valeur, alors que des opportunités se présentaient et que des parts de marché étaient disponibles. Le tour très protectionniste pris par le gouvernement Modi à partir de 2014 et les problèmes de gouvernance n'avaient sûrement pas aidé à rassurer de potentiels investisseurs.

Pour autant, ce constat n'est pas immuable : Apple et Foxconn (le géant des semi-conducteurs) ont annoncé cette année des investissements massifs afin d'augmenter leurs capacités de production en Inde. Apple projette ainsi d'y fabriquer jusqu'à 25% de ses produits. Signe que les temps ont changé et que l'Inde réussira peut-être à saisir les opportunités, cette fois liées au contexte géopolitique⁸. Les chiffres sur les stocks d'IDE par secteur montrent que les investissements étrangers continuent surtout d'alimenter les secteurs de l'informatique et de la pharmacie. Il faudra encore faire preuve d'un peu de patience pour que les annonces se reflètent dans les données.



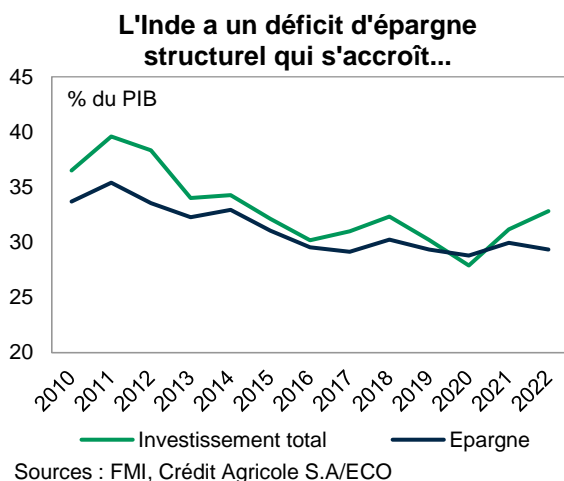
⁸ Pour plus d'information, consulter notre publication : [Inde – Derrière le « moment indien », le domino géopolitique](#)

Soutenir la transformation : le rôle de l'État et du système bancaire

Afin d'agrandir son secteur industriel, une étape souvent nécessaire dans le développement, l'Inde ne pourra pas seulement compter sur les Investissements Directs à l'Étranger (IDE) et devra refondre sa gouvernance et son système bancaire, pour créer des incitations à investir localement. Le taux d'imposition sur les entreprises a ainsi déjà diminué, passant de 30% à 22% entre 2019 et 2020. Le taux effectif d'imposition est ainsi passé de 35% à 25% pour les entreprises existantes et de 25% à 15% pour les nouvelles entreprises.

L'Inde a un problème d'investissement

Les besoins indiens en termes d'infrastructures sont abyssaux. Le taux d'investissement global de l'économie oscille entre 30 et 35% du PIB, ce qui est au-dessus de nombreux autres pays émergents, mais loin du taux chinois (40% du PIB). Comme beaucoup de pays en développement, l'Inde a un déficit structurel d'épargne, qui alimente aussi son déficit courant. L'État s'est engagé dans un programme de construction – surtout de routes et de chemins de fer – et a annoncé que 3,3% du PIB seraient consacrés aux dépenses en capital pour de l'investissement en infrastructures cette année. Son effort demeure cependant contraint par le faible niveau des recettes publiques.

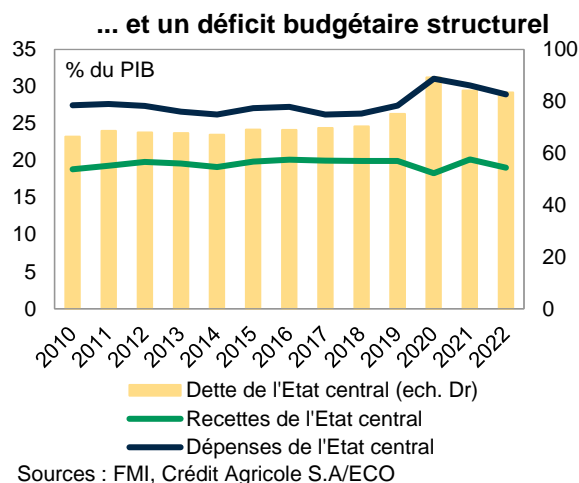


Poursuivre l'assainissement du système bancaire

Le système financier demeure dominé par des banques publiques, et la mauvaise gouvernance sur les marchés de crédit a mené à l'émergence de problèmes de bilan ayant entravé sur la croissance du crédit et de l'investissement. La hausse des prêts non-performants a ainsi pesé sur les performances du secteur bancaire, surtout entre 2015 et 2020. Après avoir atteint un plus haut en 2017 (11,8% des actifs totaux), leur part commence à décroître et atteignait 5% fin 2022, toujours avec une forte

L'État demeure plutôt faible. Le manque de formalisation de l'économie l'a empêché de s'appuyer sur des impôts directs (entreprises et revenus). La collecte de ces derniers ne s'élève qu'à 6% du PIB. Le niveau de dépenses publiques est sous les 30% du PIB, alors que celui des revenus est d'à peine 20% du PIB, ce qui crée un déficit de financement structurel. Ce déficit alimente une dette publique plutôt élevée (83% du PIB en 2022) pour un pays émergent. L'Inde s'est engagée dans une trajectoire de consolidation et cible un déficit de 4,5% du PIB d'ici l'année fiscale 2025/2026, contre un peu plus de 6% actuellement.

Cela permettrait d'alléger le poids de la dette, qui avait beaucoup augmenté durant le Covid-19. Heureusement, cette dette demeure essentiellement domestique (96% est détenue par les résidents) et en monnaie locale (à 97%), ce qui signifie que l'Inde est moins exposée à des chocs externes et des chocs de change. En revanche, les besoins de financement de l'État, couplés au déficit structurel d'épargne, ont alimenté un effet d'éviction qui participe à l'inertie de l'investissement dans ce pays. Le secteur privé, en particulier les PME, a ainsi peu de marge pour se financer : 22% des actifs détenus par les banques sont des obligations d'État.



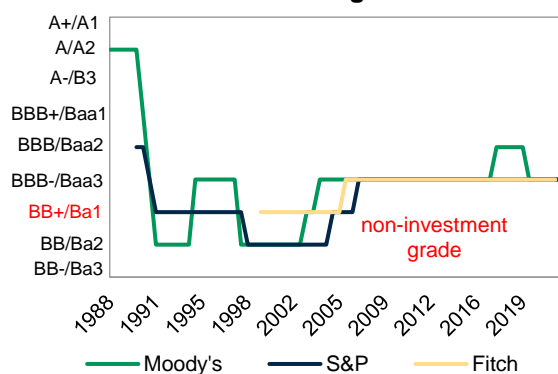
hétérogénéité en fonction des acteurs (plus élevée dans les banques publiques). La combinaison de nouvelles mesures réglementaires sur les fonds propres, ainsi que les efforts des banques elles-mêmes pour augmenter leur stabilité financière et renforcer leur bilan ont permis d'atteindre ce résultat.

Les déficits structurels ainsi que la fragilité du secteur bancaire expliquent pourquoi les agences de notation situent l'Inde juste au dernier niveau de l'investissement grade, à BBB- pour S&P et Fitch et Baa3 pour Moody's. Même si l'Inde n'est que

partiellement exposée aux marchés de capitaux internationaux, garder *l'investment grade* est crucial. La perte réduirait les incitations des

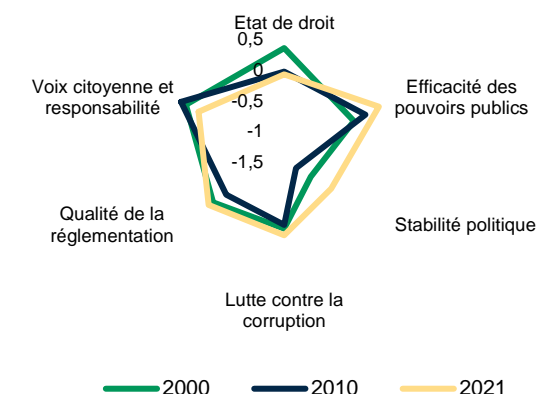
investisseurs, parfois déjà échaudés par la faible gouvernance du pays.

Le rating indien est à la limite de l'investment grade



Sources : agences rating, Crédit Agricole S.A/ECO

Inde : indicateurs de gouvernance



Sources : Banque mondiale, Crédit Agricole S.A/ECO

De la faible gouvernance au risque politique

La gouvernance demeure un enjeu de taille pour les investisseurs. Malgré le programme « *Make in India* », qui visait à améliorer le classement de l'Inde dans l'indice *Doing Business*, peu de progrès ont été faits. La qualité de la réglementation, tout comme le contrôle de la corruption demeurent à un niveau insuffisant, et se reflètent par exemple dans la récente affaire Adani. Selon le rapport du centre de recherches Hindenburg⁹, le groupe Adani aurait bénéficié de la corruption à différents niveaux du gouvernement, mais aussi au sein du SEBI (*Securities and Exchange Board of India*), le gendarme de la bourse indienne. L'affaire Adani résonne particulièrement dans ce pays qui n'en est pas à son premier scandale de cette nature : en 1996, l'affaire Hawala avait poussé à la démission des hommes politiques de premier plan. En 2010, le scandale de la 2G avait secoué tout le gouvernement de Manmohan Singh.

Les prochaines élections générales se tiendront en avril 2024. Après deux victoires (2014 et 2019) lui ayant donné une majorité totale au Parlement (303 sièges sur 543), Narendra Modi sera probablement candidat à un troisième mandat. La question de sa succession n'est pas à l'ordre du

jour. Au contraire, le Premier ministre, qui aura soixante-treize ans cette année, alimente un culte de la personnalité et surfe sur sa popularité, la plus haute parmi les *leaders* élus¹⁰. Avec un taux d'approbation de 77%, Modi récolte les fruits d'une politique populiste et nationaliste, érigeant l'esprit hindou contre les minorités musulmanes, au risque de fracturer un peu plus le pays.

Décarboner l'économie

Gérer le risque climatique

L'Inde est le septième pays le plus exposé au changement climatique et aux événements climatiques extrêmes. L'indice de vulnérabilité climatique montre que plus de 80% de la population indienne vit dans des zones extrêmement vulnérables. Le sud de l'Inde est la zone la plus exposée, suivie par l'est et l'ouest. Le centre est le moins concerné. 50% des côtes sont susceptibles d'être touchées par de violents cyclones, tandis que les États du nord-est sont plus concernés par le risque d'inondation. Des terrains inadaptés, le manque de planification des infrastructures et les activités humaines sont les principaux moteurs de cette grande vulnérabilité.

Zone/événement	Inondation	Sécheresse	Cyclone
Nord	Élevé	Moyen	Faible
Sud	Élevé	Élevé	Élevé
Est	Élevé	Moyen	Élevé
Nord-est	Moyen	Faible	Faible
Ouest	Moyen	Élevé	Moyen
Centre	Faible	Moyen	Faible

Source : Council on energy, environment and water¹¹

⁹ [Adani Group: How The World's 3rd Richest Man Is Pulling The Largest Con In Corporate History – Hindenburg Research](#)

¹⁰ [Global Leader Approval Ratings \(morningconsult.com\)](#)

¹¹ [India's Climate Change Vulnerability Index | District-Wise Study \(ceew.in\)](#)

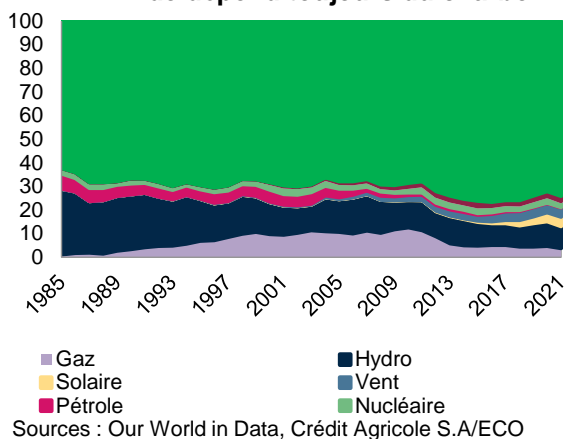
Évoluer vers la neutralité carbone

L'Inde est déjà le troisième émetteur mondial de gaz à effets de serre, mais a le taux d'émission par tête le plus bas des pays du G20. Le gouvernement s'est engagé à atteindre la neutralité carbone d'ici 2070. Le principal enjeu pour l'Inde sera d'arriver à se défaire de son *mix* énergétique centré sur le charbon. Un défi difficile à concilier avec les enjeux de développement et les objectifs de croissance du pays, qui explique aussi cet horizon de 2070, bien moins contraignant que ceux des pays avancés.

Historiquement importatrice d'énergie, l'Inde est déjà parvenue à suffisamment accroître ses capacités de production pour répondre à la demande domestique. 50% des nouvelles capacités de

production construites ces cinq dernières années sont dans le renouvelable, notamment solaire. L'Inde ambitionne aussi de devenir un *leader* dans la production d'hydrogène vert et d'en produire cinq millions de tonnes-métriques d'ici 2030. Le budget 2023/2024 présenté en février incluait des investissements de 4,3 milliards de dollars dans la transition énergétique, un effort louable mais insuffisant au regard des besoins. Dans le même temps, les États-Unis ont par exemple approuvé un paquet de dépenses de 500 milliards de dollars pour inverser la courbe de leurs émissions, le Japon a dévoilé un plan de 150 milliards pour la « transition verte » et l'Union européenne des fonds de 270 milliards pour subventionner l'industrie verte européenne.

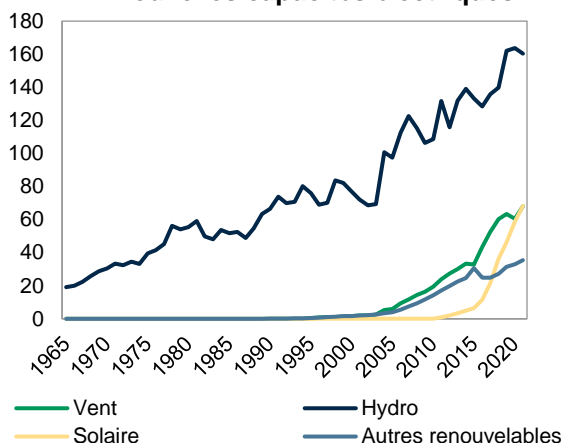
L'Inde dépend toujours du charbon



Constuire une industrie automobile électrique

Comme de nombreux pays, l'Inde a compris le potentiel des véhicules électriques et souhaite bâtir une filière domestique. Les droits de douane sur les voitures électriques importées sont prohibitifs (70%). La récente découverte d'un champ de lithium – 5,9 millions de tonnes – dans la zone montagneuse du Reasi, dans l'État du Jammu et

Nouvelles capacités électriques



Cachemire, un minéral critique dans la production des batteries électriques, pourrait aider au développement de l'industrie. L'Inde importe actuellement 100% de ses besoins en lithium. Les véhicules électriques ne représentent que 2% des ventes automobiles, mais le gouvernement souhaite démocratiser leur adoption, en se focalisant notamment sur les deux roues.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
19/04/2023	<u>Allemagne – Scénario 2023-2024 : le chemin sinueux de la reprise</u>	Zone euro
18/04/2023	<u>Zone euro – Scénario 2023-2024 : un mélange insolite de puissants facteurs de soutien et de freinage</u>	Zone euro
17/04/2023	<u>Émirats arabes unis – Un environnement favorable pour engager des réformes structurantes</u>	Moyen-Orient
14/04/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
13/04/2023	<u>Italie : compte d'agent au T4-2022, la consommation des ménages faiblit et les marges des entreprises se maintiennent</u>	Italie
13/04/2023	<u>Fragmentation du commerce mondial – Tentations et évaluations</u>	Monde
12/04/2023	<u>France – Scénario 2023-2024 : l'activité plie mais ne rompt pas</u>	France
07/04/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
07/04/2023	<u>Monde – Scénario macro-économique 2023-2024 : un ralentissement "baroque"</u>	Monde
06/04/2023	<u>La Chine, un prêteur en dernier ressort sélectif et gourmand</u>	Asie
05/04/2023	<u>Fintech Outlook T1 2023 – Muscler son jeu !</u>	Fintech
04/04/2023	<u>Zone euro – L'inflation sans surprise à la baisse en mars</u>	Zone euro
03/04/2023	<u>France – Recul anticipé de l'inflation en mars</u>	France
31/03/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
30/03/2023	<u>Le spectre de la crise politique plane de nouveau en Thaïlande</u>	Asie
30/03/2023	<u>Afrique du Sud – Une fin d'année peu réjouissante</u>	Afrique
29/03/2023	<u>Slovénie – Entre résilience et fragilisation</u>	Europe centrale & orientale

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Alexis Mayer, Jorge Mamani Soria

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.